

L'Humanité



rouge

Proletaires de tous les pays,
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
16 décembre 1976

No 586

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

LA LUTTE DES PAYS DE L'OPEP EST JUSTE

La question du prix du pétrole brut est de nouveau

Portugal forte abstention aux élections municipales

Pour la troisième fois cette année, les Portugais étaient appelés par le gouvernement social-démocrate de Mario Soares à prendre le chemin des urnes, pour des élections municipales cette fois-ci. Ils ont été beaucoup moins nombreux à s'y rendre puisque le taux d'abstention atteint environ 40 % des inscrits.

On peut noter l'échec de la mystification électorale organisée autour de la personne du major Otelo de Carvalho dont le « Mouvement d'unité populaire » atteint 2,51 % des suffrages, représentant l'exacte addition des voix obtenues par les listes UDP et MES aux dernières législatives ; aux élections présidentielles de juin dernier, Carvalho avait alors obtenu 16,46 % des suffrages, soufflés en grande partie au PCP d'Alvaro Cunhal avec la complicité plus ou moins officielle de celui-ci, recherchant une issue aux cinglants revers qui lui ont été infligés au cours de toute cette année 1976.

Actuellement, sur 304 conseils municipaux, le PS de Soares obtient 115 présidences, le PSD/PPD 115, le « front électoral » du PCP 37 et le CDS 36.

Ces élections confirment donc une relative stabilité des rapports de forces politiques au Portugal en même temps qu'un désintérêt des masses populaires victimes des plans d'austérité pour les jeux électoraux. Le secrétaire du PS, Soares, en a profité pour réaffirmer la stratégie de son parti de continuer de gouverner seul.

au premier plan de l'actualité, à la veille de la réunion des ministres de l'OPEP qui se tiendra ce mercredi à Doha, la capitale du Qatar. Déjà sur toutes les antennes de radio et de télévision, ainsi que dans les colonnes des journaux bourgeois, résonne le tapage « anti-arabe », suivant lequel toutes les misères du monde capitaliste actuel trouveraient leur origine dans la hausse « démesurée » du prix du pétrole brut.

Cette réunion des pays producteurs de pétrole de l'OPEP était attendue depuis plusieurs semaines, et les pressions des impérialistes s'étaient multipliées pour empêcher toute hausse de prix. On se souvient des propositions faites au sommet de La Haye, qui, quoique diverses, allaient toutes dans le même sens, à savoir définir une politique de chantage vis-à-vis des pays producteurs. Giscard d'Estaing avait, lui, proposé qu'en cas d'augmentation du prix du pétrole, la CEE baisse son volume d'achat de telle sorte que les pays producteurs encaissent une même somme d'argent, et pas un centime de plus. De son côté, le département d'État américain faisait savoir le 9 décembre « qu'aucune augmentation du prix du pétrole brut n'est justifiée et (qu'elle pourrait avoir des conséquences dommageables sur l'économie mondiale) ».

La théorie suivant laquelle les fortes augmentations de prix du pétrole brut intervenues depuis 1974 seraient la cause principale de la crise monétaire du monde capitaliste occidental, de l'inflation généralisée et de la récession économique est une vieille théorie impérialiste. Bien sûr, pour nous il n'est pas question de dire qu'il n'y a pas de relation entre la crise générale capitaliste qui s'est développée depuis 3 ans, et la question des cours des matières

premières, notamment des matières premières énergétiques. C'est une évidence. Mais ce qu'il est important de bien voir, c'est que la lutte des pays du tiers monde producteurs de matières premières, notamment énergétiques, qui a abouti grâce à leur unité, à leur organisation et à leur détermination,

n'a été qu'un simple détonateur de la crise capitaliste qui s'était amorcée par une série de crises monétaires les années auparavant.

En fait, derrière cette question du prix des matières premières comme le pétrole, se pose la question des rapports entre pays riches et pays pauvres.

(Suite p. 2)

Cisjordanie occupée

VIOLENTES MANIFESTATIONS A RAMALLAH



Au cours de l'une de leurs plus violentes manifestations, mardi matin, les lycéens et étudiants de Ramallah ont endommagé des dizaines de véhicules israéliens et bloqué la circulation pendant plusieurs heures sur la route de Jérusalem.

D'importants renforts de troupes sionistes faisaient usage de gaz lacrymogènes, sans parvenir à disperser rapidement les manifestants. En signe de protestation tous les commerçants arabes de la ville baissaient aussitôt leurs rideaux.

Il est à noter qu'au moment même où le peuple palestinien développe ainsi des luttes contre l'occupant sioniste, une délégation du parti révisionniste soviétique conduite par un membre de son Comité central arrivait à Tel Aviv pour patronner les travaux de son appendice : le Parti « communiste » israélien !

Un travailleur immigré assassiné à Aubusson HALTE AUX CRIMES RACISTES !

Dans la nuit de samedi à dimanche, deux ouvriers immigrés algériens passent dans les rues d'Aubusson, dans la Creuse. Des coups de feu claquent. L'un des deux hommes est tué : une balle dans la tête. Le second reçoit une balle dans la jambe. Les assassins sont connus.

Il s'agit des frères Grosset : quelques instants auparavant, dans un café, ils avaient pris à partie les deux travailleurs immigrés.

Puis, ils étaient sortis pour prendre une carabine 22 long rifle : l'arme du crime. On dit que les deux tueurs sont des hommes de main et ont des liens étroits avec des politiciens locaux de partis gouvernementaux. Il fallait d'ailleurs qu'ils soient sûrs d'avoir des arrières solides pour commettre un tel crime quasi-ouvertement.

Pour agir ainsi, il fallait qu'ils soient convaincus de l'impunité.

La décision prise dernièrement par un tribunal de l'Orne de ne condamner des tueurs racistes qu'à une simple peine d'amende, alors qu'une des victimes restera paralysée à vie, les aura convaincu qu'il n'y avait guère de risques à commettre leurs crimes.

S'agit-il là de « regrettables incidents » ?

Non ! Ces crimes sont le résultat d'une politique concertée visant à créer une nouvelle flambée raciste dans notre pays.

Sait-on, par exemple, que dans les foyers Sonacotra, des provocateurs sont mis en place par la police pour permettre la répression contre les travailleurs immigrés ?

(Suite page 3)

Alsthom-Savoisienne (St-Ouen)

LES MEDECINS FLICS DE SECUREX ENCOURAGES PAR LA CGT

Il y a un an, les sections syndicales CFDT-CGT de l'Alsthom savoisienne avaient débrayé contre l'application du contrôle médical que la direction de l'usine avait appliqué — par l'intermédiaire des tristement célèbres médecins-flics de la Securex — envers 2 ouvriers.

La section CFDT avait poursuivi la direction en prud'hommes. Or les représentants CGT ont voté avec le patron ! « Surprise » toute relative, puisque dans les municipalités qu'ils contrôlent, les révisionnistes du PCF ont leur Securex, tel Ballanger — chef du groupe parlementaire révisionniste à l'Assemblée nationale — qui applique le contrôle patronal à Aulnay-sous-Bois.

La section CFDT vient de révéler cette affaire dans un tract (daté du 10/12/76), ça a jeté un froid ! Seuls les inconditionnels de la bureaucratie révisionniste ont cherché des faux fuyants du genre « On est obligé d'appliquer la jurisprudence » ! Qu'ils mettent cela sur un tract et ça mettra de l'ambiance dans les ateliers !

Mais lisez plutôt les révélations et explications données par la section CFDT, en page 5.

Guadeloupe

L'unité des peuples se forge dans le creuset de la lutte

L'association générale des étudiants guadeloupéens en France tiendra son XII^e congrès le 27 décembre prochain à Paris. Nous publions ci-dessous la déclaration qu'elle a rendue publique à cette occasion.

En Guadeloupe de 1956 à 1969, la lutte anti-colonialiste fut menée essentiellement sur le plan des idées.

A partir de 1970 une nouvelle période a commencé dans l'histoire du mouvement révolutionnaire guadeloupéen. Des militants révolutionnaires Guadeloupéens vont rompre avec les intellectuels coupés des masses pour entreprendre un travail de liaison aux masses populaires, et se livrer à l'enquête systématique en leur sein.

Le 12 décembre 1970, les travailleurs agricoles étaient appelés à organiser l'Assemblée générale constitutive du premier syndicat de rupture : l'Union des travailleurs agricoles (UTA).

Avec la création de l'UTA commencera le réveil de la lutte de classes à la campagne et son extension progressive à l'ensemble du pays. Dès sa création l'UTA apparaît comme une organisation qui lutte non seulement contre les capitalistes et les gros propriétaires fonciers, mais aussi comme une organisation qui s'oppose à la CGT (G), organisation syndicale à la solde des « faux communistes » du PCG (Parti communiste guadeloupéen).

En 1972 est créé l'UPG (Union des paysans pauvres de la Guadeloupe).

Les idées révolutionnaires progressent au sein des masses

La création de l'UTA et de l'UPG témoignent de la pénétration des idées révo-

lutionnaires au sein des masses. Une lutte acharnée était alors engagée entre deux lignes syndicales : la ligne de capitulation et de collaboration de classes représentée par la direction CFDT et de la CGTG et la ligne du syndicalisme de lutte de classes appliquée par l'UTA et par l'UPG.

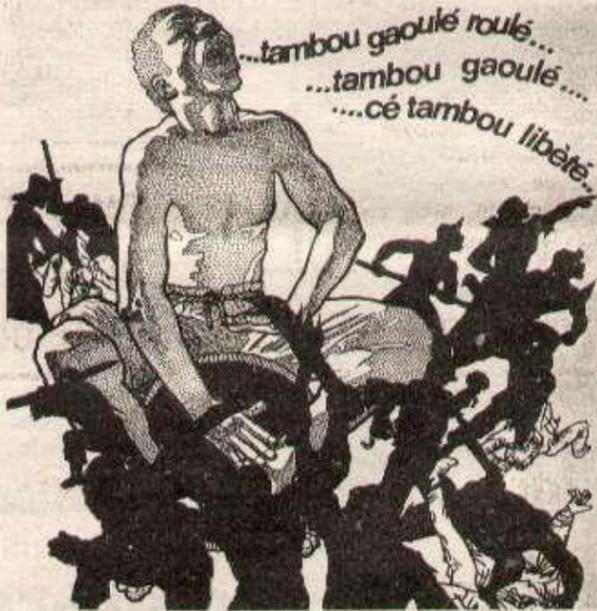
La création de l'UGTG (Union générale des travailleurs de la Guadeloupe) est

te en substance :

« Sans lutte résolue sur les plans théorique, politique et d'organisation contre le révisionnisme du PCG et contre les opportunistes de « gauche », la révolution ne peut triompher » (...).

Le Programme du Parti des Travailleurs de Guadeloupe est :

— Dans la première étape, d'unir et de diriger l'ensemble du peuple guadeloupéen dans la lutte pour renverser les trois ennemis de la Nation : l'impérialisme français, les propriétaires fonciers, la bourgeoisie com-



Il a commencé de résonner le tambour de l'indépendance et de la liberté.

un grand pas réalisé par les travailleurs guadeloupéens dans le domaine de l'organisation.

En mai 1973, notre peuple apprenait la naissance du Parti des Travailleurs de Guadeloupe, notamment par un texte intitulé « Tout pour le Parti, tout pour la révolution ».

Le PTG dit dans ce tex-

pradore, avec comme force fondamentale l'alliance de la classe ouvrière et des masses paysannes pour conquérir l'indépendance nationale et accomplir la Révolution Nationale Démocratique.

— Dans une seconde étape d'accomplir la révolution socialiste.

L'objectif final du PTG est le triomphe du communisme en Guadeloupe et dans le monde entier... « Le PTG utilisera toutes les formes de lutte et d'organisation en les coordonnant de manière correcte et en les modifiant à mesure que change la situation. Mais il les subordonnera à la réalisation du but final : la prise du pouvoir politique par la violence révolutionnaire » (...).

« Le PTG compte d'abord et avant tout sur ses propres forces, sur les efforts et la puissance créatrice de notre peuple pour faire la révolution. Nous devons prendre en main notre propre destin... »

L'année 1975, en Guadeloupe a été marquée par un mouvement de grève mené par les ouvriers et les paysans pauvres organisés au sein de l'UGT et de l'UPG, mouvement qui s'est transformé en un mouvement de l'ensemble de notre peuple pour protester contre la présence du colonialisme français en Guadeloupe.

L'année 1975 s'est terminée sur l'adoption par l'UPG et l'UGT du mot d'ordre d'indépendance nationale.

Désormais les ouvriers et les paysans propagent ce mot d'ordre, et les luttes qu'ils mènent ont ce contenu politique fondamental. Les ouvriers et les paysans ont en outre réaffirmé que la lutte pour l'indépendance nationale passe par la lutte contre les renégats du PCG.

Les étudiants aux côtés du peuple

Aujourd'hui, quand on observe le chemin parcouru depuis 1970, nous constatons que l'unité du peuple guadeloupéen a grandi.

L'unité ne fait plus l'objet de discussions autour de table ronde entre intellectuels coupés des masses. L'unité réelle et profonde du peuple se fait dans le creuset de la lutte.

Il n'est désormais plus possible de rêver à l'unité du peuple en restant dans sa chambre ou à son bureau. L'unité est inscrite dans l'ordre des choses, dans le cours des événements, dans les luttes quotidiennes sur tous les fronts.

Les étudiants guadeloupéens en général et l'AGEG en particulier ne sont pas à l'extérieur du mouvement. Les étudiants font partie du peuple guadeloupéen.

L'AGEG est une organisation du peuple guadeloupéen, et en tant que telle elle doit mobiliser l'ensemble des étudiants guadeloupéens en France dans la lutte pour le bonheur de notre peuple, pour l'indépendance nationale.

Par le passé notre Association a su sans hésiter prendre ses responsabilités. Elle doit continuer à le faire, et s'inspirer constamment de l'exemple des ouvriers et des paysans qui ont ouvert la voie.

Le Comité exécutif de l'AGEG

Vietnam

Quatrième Congrès du Parti des travailleurs vietnamiens

Le quatrième Congrès du Parti des travailleurs vietnamiens, qui est aussi le premier du Vietnam réuni, s'est ouvert mardi à Hanoi en présence d'un millier de délégués venus de toutes les provinces du Sud et du Nord.

Ses travaux qui se dérouleront jusqu'au 20 décembre, se tiennent au siège de l'Assemblée nationale, sur la célèbre place Ba Dinh où se trouve le mausolée abritant le corps du président Ho Chi Minh, cette même place où, en 1945, il prononçait solennellement l'indépendance du Vietnam.

Le président de la République socialiste du Vietnam, Ton Du Thang, a prononcé l'allocution d'ouverture du Congrès. Puis Le Duan, premier secrétaire du PTVN présenta le rapport politique soulignant que « notre victoire contre le colonialisme français et l'impérialisme américain est un grand exploit dans l'histoire mondiale et dans notre propre histoire ».

Mercredi, le premier ministre, Pham Van Long, présentait le nouveau plan quinquennal destiné à relever l'économie du pays dévastée par la guerre d'agression US. Le Duc Tho, membre du Bureau politique, développait les principes de réorganisation du parti qui doit tenir compte de la réunification du pays.

Zimbabwe

La conférence de Genève suspendue

Fidèle à son obstination réactionnaire qui lui fait proclamer depuis 12 ans que « l'arrivée d'une majorité noire au gouvernement serait la fin de la civilisation dans ce pays », Ian Smith, premier ministre rhodésien n'a jusqu'ici entamé aucun recul lors de la conférence de Genève sur l'avenir de la Rhodésie. Celle-ci est donc suspendue pour au moins un mois.

Les leaders nationalistes zimbabwe participant à la conférence ont, quant à eux, condamné l'obstination des racistes rhodésiens et invité la Grande-Bretagne à jouer le rôle qui doit être le sien et seulement celui-là.

Revendiquant la mise en place d'un gouvernement provisoire débarrassé du contrôle des racistes rhodésiens, les porte-paroles du peuple zimbabwe maintiennent fermement leurs justes positions, appuyées par les succès remportés sur le terrain de la lutte armée par les patriotes zimbabwe.

La lutte des pays de l'OPEP est juste

(suite de la p. une)

Les pays de l'OPEP veulent un réajustement des prix, pour que soit tenu compte de l'augmentation effrénée des prix des biens industriels fabriqués et vendus par les pays riches.

Cette revendication des pays pauvres est tout à fait légitime. Mais cela, les pays riches « l'oublient », et parlent de dictat des producteurs de pétrole. Dans une interview donnée à la BBC, le Shah d'Iran a estimé à 40 % la perte du pouvoir d'achat du pétrole depuis la dernière augmentation.

Il a dénoncé par ailleurs les pressions exercées sur l'Iran par l'impérialisme américain pour l'empêcher de revendiquer une augmentation du prix du brut, « ils voudraient que nous ne relevions pas le prix du pétrole, alors qu'eux-mêmes augmentent le prix de l'acier par exemple ».

Jusqu'à une période encore récente l'impérialisme et le social-impérialisme dominaient et contrôlaient à leur guise le marché international des matières premières. Ces dernières années, les

pays du tiers monde, dont les richesses naturelles, minières et agricoles étaient pillées sauvagement par les pays riches, se sont organisés pour lutter contre ce pillage, et cette spoliation.

La lutte engagée par les pays du tiers monde producteurs de pétrole, fait partie de cette grande lutte engagée par le puissant tiers monde contre l'ordre économique et politique de l'impérialisme, et en particulier l'ordre des superpuissances qui se disputent la domination du monde.

Ces luttes ont permis que ces grandes puissances n'aient plus un contrôle sans partage du marché mondial des matières premières. C'est incontestablement une victoire importante remportée par le tiers monde au bénéfice de toutes les forces qui luttent contre l'impérialisme et l'hégémonie. Ces luttes apportent encouragement et soutien au prolétariat et aux masses populaires de notre pays dans les luttes économiques et politiques contre l'ennemi commun.

AUX EDITIONS DU CENTENAIRE.

Traduits du chinois :

— *L'impérialisme aujourd'hui* : il s'agit d'un traité sur « l'impérialisme, stade suprême du capitalisme » de Lénine. L'actualité de cet ouvrage fondamental pour la compréhension du monde contemporain, ainsi que les liens entre l'impérialisme et le révisionnisme y sont clairement démontrés et illustrés. 248 p. 19,00 F

— *Étudions l'économie politique* : ce manuel destiné aux jeunes instruits-chinois fait le tour de l'économie politique marxiste de façon claire, complète et vivante depuis l'exposé des notions de base jusqu'à la description des mécanismes plus complexes du monde contemporain. T 1 Le Capitalisme 22,00 F 292 p.

nouvelles intérieures

A propos des activités de la flotte de pêche soviétique

INCIDENTS OU ACTES IMPERIALISTES ?

Incidents ou actes impérialistes ?

Les lecteurs se souviennent de la vigoureuse protestation des marins-pêcheurs et de la CFDT contre l'activité criminelle des chalutiers soviétiques au large d'Ouessant. Cette protestation avait été déposée à l'ambassade russe. Le Secrétariat de l'Ambassadeur à Paris a répondu le 23 novembre à la CFDT. Le Secrétariat de l'Ambassade réclame, pour pouvoir examiner les demandes, qu'on lui fournisse «une information suffisante» concernant le lieu, les circonstances, les immatriculations des bateaux, à la base de laquelle «le ministère de la pêche de l'URSS effectuera immédiatement de enquêtes et prendra des mesures appropriées».

Les travailleurs de la mer et leurs organisations sont pris pour des imbéciles par les sociaux-impérialistes.

Les marins-pêcheurs français concernés par les dégâts provoqués par les soviétiques ont déposé un rapport circonstancié faisant état de l'attitude incompatible avec la réglementation internationale en matière de pêche des navires soviétiques. L'administration des affaires maritimes n'avait pas contesté la bonne foi des victimes. Mais elle avait souligné «l'absence de preuves et de témoignages extérieurs».

LES ACTES DE PIRATERIE DE LA MARI-NE DE «PECHE» SOVIETIQUE

Ainsi la bourgeoisie française et les sociaux-impérialistes se rejoignent dans leur volonté d'enterrer une protestation légitime et une réclamation d'indemnités. Quelle seront les preuves suffisantes à la base desquelles on pourra enquêter ? Les navires soviétiques n'ont-ils pas fait un rapport après la casse ? Les marins-pêcheurs se trouvent aujourd'hui devant un mur qu'il s'agit d'ébranler en s'unissant à la base, en dénonçant systématiquement les actes de piraterie perpétrée par les sociaux-impérialistes, en accusant l'administration française à prendre des mesures efficaces.

Les pêcheurs français ne sont pas les seuls à avoir maille à partie avec les soviétiques. Depuis les vacances de nombreux actes démontrent que les chalutiers

russe ne sont pas prêts à respecter les réglementations en vigueur. L'escorteur côtier le «Fringant» de la marine nationale française, qui assurait une mission d'assistance à la pêche dans la mer d'Irlande et Sud-Irlandaise a assisté à l'arraisonnement du chalutier soviétique «Belmogle» qui pêchait dans la zone des douze milles, une semaine après un chalutier bulgare.

DES PRATIQUES DELIBEREES

En septembre dernier, un chalutier soviétique, le «DZINKIYA», de 2500 tonnes, a été arraisonné par un dragueur de mines et une frégate de la Royal-Navy, au large des Iles Sorlingues, après avoir, selon les anglais, pêché à l'intérieur de la limite des 12 milles. Le navire soviétique a été escorté jusqu'à Plymouth et un porte-parole du Ministère de l'Agriculture et des pêcheries a annoncé que le capitaine du chalutier serait traduit devant un tribunal

de Plymouth. Les pêcheurs norvégiens des Iles Lofoten subissent régulièrement les dégâts provoqués par les flottilles russes.

On pourrait en citer comme cela des centaines de cas, ce qui prouve qu'il s'agit bien là d'actes délibérés et non de bavures, thème que voudraient faire accréditer les autorités soviétiques. Les capitaines de pêche russe seraient-ils incompétents au point de ne plus savoir naviguer !

UNE CONFERENCE BIEN DISCRETE

Si la loi du plus fort, la loi du bulldozer font partie de la panoplie du parfait pêcheur soviétique, l'URSS, depuis quelques mois évite de traîner dans les couloirs des organisations internationales. Il est vrai que son image de marque y a quelque peu pâli.

Alors, en marge des conférences internationales sur le droit à la mer, une très discrète conférence s'est tenue en août à Paris ou

l'Argentine, le Chili, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, le Japon, la Grande-Bretagne, la Norvège, la Belgique, la France et... l'URSS se sont concertés, dans le calme sur l'avenir de l'Antarctique et de son exploitation. En 1959, ces pays possédant tous des postes d'observation sur la calotte glaciaire ont décrété un embargo de trente ans sur l'Antarctique. «Il est clair qu'au lieu de somnoler à New-York — allusion à la Conférence du droit de la mer se tenant à New-York le même mois — ces onze pays se sont sentis plus à l'aise pour un sabotage discret» commente «Le Marin».

Les marxistes-léninistes ne sont pas étonnés de voir l'URSS à l'aise dans un tel panier de crabes, et la voir cotoyer le Chili : si l'URSS a renvoyé la balle de tennis dans le camp chilien, nous savons que le poisson est là où grouille les flottilles soviétiques... et les diplomates. Florestant. Correspondant HR.

La composition du prix de l'essence en France

Le prix de l'essence en France est parmi le plus élevé d'Europe. S'il augmente encore, les arguments développés seront encore : «C'est la faute des pays producteurs».

Mais si l'on regarde de près la composition du prix d'un litre d'essence-super vendu en France, on verra facilement la part du prix de la matière brute.

Cette part en effet n'est que de 17,7 % soit 40 centimes c'est à dire plus de trois fois inférieure à la part de l'impôt de l'État, et 11 centimes moins chère que la part des trusts pétroliers, nationaux ou privés.

Notons que 50 % de l'essence vendue en France l'est

par la Compagnie Française des Pétroles (CFP).

Lorsque les pays producteurs prennent de justes mesures pour que leur prix de vente compense l'inflation mondiale, les compagnies pétrolières prennent prétexte de celles-ci pour augmenter le prix de leur production d'essence ou d'autres dérivés dans la même mesure. Si l'OPEP augmente par exemple de 3 centimes par litre, les trusts augmentent leur prix également de 3 centimes ou plus.

Si bien que l'acheteur paie deux augmentations soit un total de 6 centimes. Et parmi cette somme, la part des trusts n'est ni plus ni moins qu'un vol.

ETAT	Trusts privés et CFP	Pays producteurs
60 % ou 1,34 F	22,3 % 0,51 F	17,7 % 0,40 F

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**

Un travailleur immigré assassiné à Aubusson
Halte aux crimes racistes !

Suite de la p. 1.

C'est ainsi que dans le foyer SONACOTRA de Sannois, dans la banlieue parisienne, des fantoches vietnamiens ont été installés.

Après s'être livrés à de multiples provocations contre les travailleurs du foyer, ils ont déclenché une bagarre qui a permis l'intervention massive des CRS dans le foyer. Dans d'autres foyers comme à Champigny, ce sont carrément des flics que l'on installe.

Le crime d'Aubusson risque de n'être que le premier d'une nouvelle série. Il faut, en effet, s'attendre dans la période qui vient à une recrudescence de la propagande raciste et des attentats. Il s'agit là d'une politique voulue par la bourgeoisie.

Alors que le chômage prend de très grandes proportions et va encore se développer, la bourgeoisie va recourir à sa vieille arme destinée à faire passer les travailleurs immigrés pour les responsables du chômage des travailleurs français.

Lundi soir, à la télévision, le ministre de l'immigration, Dijoud, dans un débat truqué, déclarait en s'adressant à un travailleur immigré :

«Je vous dis, méditez dans vos paroles, méditez dans vos attaques, contre ce pays qui vous accueille, et qui s'efforce d'améliorer votre situation, ce que les Français eux-mêmes vont penser, faites attention que ces Français eux-mêmes ne réagissent pas, tout banalement, tout simplement, en se disant : s'ils ne sont pas contents pourquoi ne rentrent-ils pas chez eux ? Au moment où il y a du chômage, pourquoi ne donne-t-on pas la priorité aux travailleurs français sur les travailleurs étrangers ? Partout où je passe, c'est ce que je commence à entendre» Est-ce que ce ne sont pas là des propos tout à fait officiels, visant à renforcer la haine contre les immigrés ?

Par ailleurs, alors que les pays producteurs de pétrole



vont recourir à une hausse de leur matière première pour maintenir leur pouvoir d'achat, il est clair que la bourgeoisie va accentuer sa propagande contre les Arabes. Elle va tout faire pour accréditer l'idée que les responsables du chômage et de la vie chère, ce sont les travailleurs immigrés et les pays producteurs de pétrole.

C'est une vieille tactique des capitalistes que celle qui

consiste à trouver des boucs-émissaires, pour tenter de détourner la colère populaire, pour diviser les travailleurs.

Et quand Poniatowski veut faire passer les immigrés pour des «délinquants», les responsables de «l'insécurité», c'est là encore le même but qui est poursuivi : créer la méfiance et la haine vis-à-vis de nos frères immigrés.

Le crime d'Aubusson est un appel à la lutte et à la vigilance.

La bête immonde du racisme est toujours bien vivante, elle tue et est prête à recommencer.

Face à elle, une seule voie : la lutte unie des travailleurs français et immigrés contre le capitalisme. L'action unie contre la propagande raciste et pour le châtiement des assassins fascistes.



Chantiers de l'Atlantique (St-Nazaire)

RIPOSTE OUVRIÈRE ET MANŒUVRES DES CHEFS SYNDICAUX

Nous avons reçu de nos camarades de Saint-Nazaire l'article suivant qui retrace les principaux événements qui ont conduit à l'occupation d'un super-pétrolier et des chantiers navals de l'Alsthom-Atlantique par des milliers d'ouvriers. Les 11 000 travailleurs des chantiers sont à l'offensive contre les atteintes à leur pouvoir d'achat décrétées par leur patron dans la logique du plan Barre. Quant aux responsables syndicaux ils ont cédé aux injonctions patronales pour ouvrir les négociations.

Lundi 6 décembre au soir, les ouvriers des ex-Chantiers de l'Atlantique décident de riposter sans attendre aux menaces du patronat sur leurs salaires et leur emploi. Ils occupent le dernier né et le plus grand des pétroliers géants, le Bellamy (550 000 tonnes, 450 mètres de long, 60 de large environ). Celui-ci doit partir en essais le lendemain, mardi 7 décembre.

La Direction d'Alsthom-Atlantique riposte par une menace de lock-out. Mercredi 8, les ouvriers décident

d'évacuer le bateau pour supprimer une justification légale de lock-out.

Mercredi 8, les travailleurs conservent donc le contrôle des points d'amarrage, de l'échelle de coupée et du bateau-porte. L'après-midi, un baptême sauvage a lieu : le Bellamy est baptisé (influence du défaitisme des directions syndicales) «Austérité 76».

Jeudi 9, la direction des ex-chantiers contre-attaque en annonçant le départ du bateau pour le lendemain ; il serait pris en charge par la

marine nationale, car le personnel du port autonome de Nantes-Saint-Nazaire se déclare solidaire du personnel des ex-chantiers en grève.

Face à cette nouvelle prétention, les ouvriers décident en intersyndicale de réoccuper le bateau.

A 18 h, la direction annonce le lock-out pour le soir à 22 h. La radio et la télévision annoncent la nouvelle. Des centaines d'ouvriers rejoignent spontanément les ex-chantiers. Ils sont nombreux à occuper

cette nuit-là. Un meeting intersyndical réunit 1 500 ouvriers le vendredi 10 à 5 h. Malgré le lock-out, l'occupation est maintenue. Des manifestations ont lieu en ville.

Samedi à 19 h, la radio annonce que le tribunal de Saint-Nazaire vient de déclarer l'occupation illégale et d'ordonner l'évacuation avant le soir à 20 h 30.

Dès 19 h 30, des militants sillonnent les rues de Saint-Nazaire avec des portes-voix et appellent la population à rejoindre massivement la place de Penhoet.

Deux à trois mille personnes s'y regroupent une heure après. Quelques heures plus tard, le sous-préfet de Saint-Nazaire fait savoir que rien ne sera tenté avant lundi au plus tôt...

L'attitude de la direction, provocatrice et humiliante, a suscité une profonde volonté de lutte des travailleurs. Les trois directions syndicales, inspirées par des idéologies et des lignes politiques révisionnistes et réformistes, ne peuvent inspirer aux travailleurs un esprit résolument révolutionnaire. Au contraire, si elles se sont efforcées de ne pas décevoir la combativité des travailleurs — ils ne l'auraient pas pardonné —, elles se gardent de souffler sur le feu et réclament sagement des négociations.

Un autre élément d'appréciation est que Alsthom-Atlantique fait partie de ces grosses entreprises que les révisionnistes aspirent à gérer directement un jour.

Déjà ils font miroiter aux travailleurs une solution à la crise dans la construction navale. «Notre marine-marchande nationale» est sous-développée, disent-ils. Une grande part de notre fret est transporté sur des bateaux étrangers. Donc un développement de «notre flotte» est possible et souhaitable. Laissez-nous gérer, nous trouverons des marchés en obligeant les armateurs français à construire français et les commerçants à transporter «français». Voilà le sublime idéal prolétarien qui anime les chefs politiques et syndicaux, traités à la classe ouvrière.

Correspondant HR.

Correspondant HR.

Roche-la-Molière

OCCUPATION CHEZ SABLE

Les travailleurs de l'usine Sablé de Roche-la-Molière, dans la banlieue de St-Étienne, lassés des belles promesses, sont entrés en lutte pour leurs revendications.

Le mouvement a commencé le 5 novembre par des débrayages quotidiens le matin, avec manifs du personnel dans les bureaux (90 % de participation). La production était tombée à 60 %. Comme la direction, loin de céder, maintenait son projet de licencier 40 travailleurs et de plus menaçait de ne payer que 60 % des salaires, la coupe a débordé : le 2 décembre, l'usine était occupée par environ 150 grévistes, les portails soudés.

Il faut dire que les travailleurs ne se font pas d'illusion sur la «bonne volonté» du patron, ayant dû faire face lors de la grève de mars-avril derniers, à l'agression fasciste des cadres de la maîtrise, avec barres de fer et chiens policiers, sous la conduite respectable de M. Defontaine, le directeur ! (voir HR No 461 et 464 des 1er et 6 avril 1976).

Malgré la menace de dépôt de bilan, l'occupation s'est renforcée, de nouveaux grévistes venant dans l'usine. Des négociations se sont tenues à l'inspection du

Travail, et c'est là qu'a eu lieu une nouvelle provocation : arrivée en force d'un groupe de cadres et d'agents de maîtrise pour menacer et faire pression sur les représentants des grévistes. Ces gens-là sont décidément bien remuants !

La reprise a eu lieu le 7 décembre avec satisfaction des revendications suivantes :

- le prix du point passe de 11,30 à 12 F
- augmentation du pouvoir d'achat de 2 % en plus de l'indice INSEE 77
- retour aux 43 heures le 1er mars

- horaire au choix pour l'arrêt-cantine, ce qui concerne en particulier les femmes (cet horaire avait été supprimé par Defontaine la veille de l'occupation, ce qui avait provoqué une grève sur le tas spontanée de la part des femmes).

Il s'agit donc d'un premier succès obtenu grâce à une lutte résolue (la seconde occupation en 76 !). Mais la vigilance s'impose, la boîte ayant déjà fait passer une charrette de licenciements cet été à l'usine de Pantin (banlieue parisienne).

La direction essaiera de faire passer son plan de restructuration usine par usine, et les travailleurs doivent être prêts à riposter dans l'unité.

Toulouse

Les imprimeries en grève depuis 2 semaines

Depuis le 1^{er} décembre, les imprimeries de la région toulousaine sont en grève pour une augmentation de salaire de 4 % et cette grève touche 850 ouvriers.

Le conflit a commencé il y a plus d'un mois. Les ouvriers demandent l'indexation de leur salaire à un taux qui tienne compte de l'augmentation du coût de la vie. A ce sujet subsiste, de la part de certains travailleurs, des illusions : d'une part l'indice des prix est truqué, de ce fait demander une augmentation pour rattraper la hausse du coût de la vie, c'est accepter de fait une baisse du pouvoir d'achat. D'autre part, le fait de la demander en pourcentage — et non une augmentation uniforme permettant de relever substantiellement les bas salaires, qui en ont le plus besoin pour vivre — montre l'influence néfaste qu'exerce encore les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT — notamment dans l'imprimerie — qui cherchent à défendre à tout prix la hiérarchie capitaliste.

A l'imprimerie Laborie de Balma

L'imprimerie Laborie est la plus grosse imprimerie de Toulouse : 92 ouvriers et 30 cadres ou assimilés. Il y a deux ateliers de travail :

- le labeur (imprimerie traditionnelle) qui est le secteur le plus mal payé.
- le secteur continu : imprimerie qui travaille pour l'informatique.

Serge Laborie, c'est le patron. Il a su moderniser son entreprise, jouer des coudes pour se faire une plus grosse place parmi les entreprises capitalistes. Pour cela, il n'hésite pas à recourir aux insultes et intimidations...

Mais, face à la combativité des ouvriers il est obligé de céder. C'est à plusieurs re-

prises que les ouvriers ont lutté contre l'exploitation et les affronts dont ils sont l'objet.

«On a déjà fait une semaine de grève parce que les chefs n'acceptaient plus qu'on tourne (changer de roulement) sans les prévenir. Du coup, on a demandé 10 points d'augmentation et on les a eu tout de suite.»

«Il y a quinze jours, le patron nous a insulté. Il nous a traité de tas de merde et il a dit que s'il avait l'argent, il nous mettrait les SS au cul. Pour cet affront on s'est mis en grève 24 H. Le patron nous a fait des excuses qu'on n'a pas acceptées.»

Cependant, c'est la première fois que la grève prend tant d'importance. Les piquets de grève ont été mis en place à partir du 5^e jour à cause du durcissement patronal. Ces mesures ont été prises pour éviter que les contremaîtres rentrent dans l'usine. Il leur suffirait de «caler les machines» (régler et mettre en route) pour que les imprimés sortent et le patron pourrait fournir les clients. Les ouvriers se relaient pour assurer les piquets de grève et ainsi la production est arrêtée à 100 %.

Les patrons jouent la division en négociant entreprise par entreprise. Les travailleurs ne se laissent pas intimider par ces manœuvres. Organisés en section syndicale CGT ils sont tous solidaires et poursuivent le combat.

Déjà les petits patrons commencent à lâcher. Les «gros» : Laborie, Fournier et les Imprimeries de France, ne cèdent pas.

Ceux qui ont obtenu satisfaction vont reprendre le travail et donneront un «impôt de grève» de 10 à 15 % de leur salaire pour soutenir la grève de LA MASSE DES OUVRIERS DES IMPRIMERIES DE TOULOUSE.



Le numéro de décembre de «La Jeune Garde rouge» est paru.

Au sommaire :

- Union, action, n'attendons rien des élections !
- Facultés : boycottons les élections d'UER ! A l'action contre la répression du mouvement étudiant !
- Chômage, oppression, exploitation forcée, c'est le sort que la bourgeoisie réserve aux jeunes (p. 4 et 5).
- Dix jours à travers les pays de l'Est.
- Sur le front culturel.
- Gary Tyler, notre frère.

Ce numéro vendu 2 F est disponible dès maintenant. Vous pouvez vous le procurer en vous adressant à L'Humanité rouge.

PÉKIN INFORMATION
1 an — 52 Nos — 21,00 F



LA CRISE EN DORDOGNE ... 9000 CHOMEURS

Plusieurs dizaines de petites entreprises ont fermé cette année, et en quelques mois une dizaine d'entreprises de plus de 10 ouvriers, impliquant près de 400 licenciements. Cette semaine Sicard-Stammler vient de fermer dans la Zone Industrielle de Bergerac : combien de licenciements encore ?

Quels sont les principaux aspects de la crise (l'enquête porte pour le moment sur l'industrie).

On constate une diminution de la population active avec passage de 178 630 habitants en 1954 à 148 260 en 1968, et à 141 560 l'année dernière (perte de 6 % en 8 ans, avec un taux de 0,75 % en moyenne par an). Dans le secteur agricole la diminution est presque de la moitié (104 718 en 1954 et 56 180 en 1968) ; 9 000 emplois ont en effet disparu entre 1968 et 1975.

Dans l'industrie et les «services», on constate une certaine augmentation pour les mêmes dates : de 33 985 à 42 760 pour l'industrie et de 40 017 à 49 320 pour le secteur des «services».

Mais contrairement à ce que peuvent affirmer certains il n'y a pas compensation, il y a perte de population en valeur absolue ; ainsi la Dordogne est le seul département de l'Aquitaine dont la population décroisse depuis 1964 (passage de 377 870 en 1954 à 373 179 en 1975, avec pertes régulières d'un millier d'habitants tous les 5 ou 6 ans, et perte de près de 120 000 habitants en un siècle ! (la population était de 489 816 habitants en 1876 !).

On observe le même phénomène dans le Limousin proche. Le dépeuplement des zones rurales ne « profite » pas du tout aux villes du département : les offres d'emploi dans l'industrie et les «services» sont en effet insuffisantes pour absorber les travailleurs abandonnant la terre et pour stopper la dépopulation.

Face au développement du chômage

Le chômage connaît un net accroissement : en août de cette année 5 526 demandeurs d'emploi enregistrés à l'ANPE locale, ce qui donne en fait plus de 9 000 chômeurs actuellement, soit environ 6 % de la population active du secteur. On constate une augmentation constante du chômage depuis 1973. Et le chômage partiel atteignait en avril le taux record de 2 742 ! Un examen rapide de la situation, les fermetures à prévoir et la baisse notable des offres d'emploi peuvent permettre de penser qu'il y aura bientôt 10 000 chômeurs.

En effet rien que 867 licenciements économiques ont été « autorisés »

dans le département pour la période de janvier à août de cette année, dont 205 dans le seul mois d'août (ainsi la maroquinerie Rodriguez à Bergerac, 48 licenciements, les Superpersiennes de Bouniagues, 41 licenciements, la Sodipia à Laveyssière, 51 licenciements, l'entreprise Miroir-Brauthite à Terrasson, 50 licenciements, etc.

Et à cela il faut ajouter les 400 à 500 départs en «pré-retraite» (autant de licenciements déguisés), de nombreux et bizarres départs ou démissions «volontaires» dans certaines boîtes, et des départs à la retraite sans remplacement (environ 200 à 300). Cela donne environ 1 500 emplois supprimés jusqu'à maintenant, et l'année n'est pas encore finie...

Actuellement, les secteurs les plus touchés sont les ha-cui-tex (avec 5 fermetures) et le bois-construction (5 fermetures aussi) ;

ensuite viennent les plastiques (fermetures à Terrasson, Saint-Astier, Le Bugue et récemment à Laveyssière, la Sodipia). Des difficultés existant ailleurs pour ce secteur, cela n'empêche Vuillermoz de se «lancer» ces derniers temps : il s'installe à la zone industrielle de Bergerac, à grands renforts de publicité dans «Sud-Ouest» (plusieurs articles sur la semaine, vantant les mérites de cette entreprise plastique, son dynamisme, etc.) En fait la boîte s'appuie sur tout un système de sous-traitance sur Bergerac et les environs pour subsister.

Depuis la lutte courageuse des ouvrières de la Stamelec (Bergerac) il y a deux ans, les révisionnistes emploient une nouvelle tactique : ils organisent aux moindres frais des occupations bidons et l'enterrement des luttes (dernièrement la Sodipia) : Les fermetures de l'été se sont fai-

tes dans le silence et l'indifférence des centrales syndicales. On commence à en parler maintenant après la rentrée dans des buts électoralistes : ainsi Rouby, maire «socialiste» de Terrasson qui se vote des félicitations dans le «Périgord socialiste» d'octobre-novembre 1976, en page 2 («Secteur industriel pilote»), alors qu'en page 1 on annonce 50 licenciements à Terrasson cet été, et qu'il y a eu aussi peu de temps auparavant encore 31 licenciements à Terrasson (Verrières du Périgord).

... La lutte s'engage

La crise ne peut manquer d'atteindre à leur tour les plus grosses entreprises encore peu touchées. Déjà des luttes ont éclaté brisant l'hégémonie et l'étouffoir cégétiste, comme l'Ozone de Bergerac, où une trentaine d'ouvriers ont occupé leur boîte pendant plusieurs semaines, avec leur section CFDT. Leur exemple se répand, comme le souvenir de l'occupation de la Stamelec. Le fleuve, petit à petit se met en marche.

Correspondant HR

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTES DE FRANCE



Le premier numéro de décembre vient de paraître. On trouvera au sommaire notamment :

— Rassemblement de soutien à Michel Romain, situation explosive dans le Midi viticole.

— Les petits producteurs de porc victimes de la crise.

— Malabri : lutte contre l'expulsion d'un petit fermier.

— Le groupe Doumeng lance une offensive visant à contrôler les PME en France et en Europe, dans le secteur des vins, fruits et légumes.

— Document du 7e Congrès du Parti du travail d'Albanie, la deuxième partie extraite du rapport du Comité central portant sur l'agriculture.

— Un éditorial intitulé : «Trois années de baisse du revenu, ça suffit !»

Le prix du numéro : 1 F.

L'abonnement :

	Pli ouvert	Pli fermé
Un an	20,00 F	40,00 F
6 mois	12,00 F	24,00 F

Adresse provisoire :

HR — La Faucille, BP 61 — 75861 Paris

Cedex 18.

CCP Humanité rouge : 30 226 72 La Source

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS
ACHETEZ TOUJOURS
L'HUMANITÉ ROUGE
DANS LE MEME KIOSQUE

Alsthom-Savoisienne (ST-Ouen)

Les médecins-flics de Sécurex encouragés par la CGT

Les Prud'hommes de Paris viennent récemment de rendre leur jugement au procès intenté par les deux ouvriers de la Savoisienne contre la direction au sujet de SECUREX.

Le jugement rendu est favorable à la direction.

Les deux conseillers salariés (ou au moins l'un des deux vu que le vote est à bulletin secret) élus pour défendre les travailleurs ont

défendu le point de vue des patrons contre les travailleurs.

Or TOUS les Conseillers salariés dans la Section Métaux de Paris, ont été élus sur des listes CGT.

Il est donc sûr que le patron a gagné aux Prud'hommes «grâce» au soutien d'élus CGT.

A ce sujet, l'Union Parisienne des Syndicats de la Métallurgie CFDT vient

d'envoyer à l'Union des Syndicats de la Métallurgie CGT une lettre dont voici quelques extraits :

«Nous devons attirer votre attention sur la décision prise par le Tribunal des Prud'Hommes de Paris, Section Métaux, en séance du 5 novembre 1976. Cas de SOUSA contre Alsthom Savoisienne St Ouen.

...La décision du Tribunal Prud'hommes a débouté les DE SOUSA. Cette décision n'a pu être prise que par le vote d'un ou deux conseillers prud'hommaux salariés en faveur du contrôle médical patronal par SECUREX. Sachant que les deux salariés ont été élus sur liste CGT, nous sommes indignés des décisions prises par des membres de votre organisation sur une affaire dont vous connaissez l'importance : le contrôle médical patronal... Une telle prise de position nous inquiète, d'autant plus qu'elle arrive à un moment où la Cour d'Appel de Douai condamne SECUREX dans un jugement contre Stein Industrie à Roubaix.

Les patrons de la Métallurgie, et en particulier ceux de l'Alsthom, peuvent remercier ces conseillers des

Prud'Hommes. Ils vont pouvoir multiplier les contrôles SECUREX pour réduire au maximum les arrêts-maladies, pour payer le moins possible les indemnités complémentaires et augmenter toujours plus leurs profits.

Pour nous, la lutte continue :

Nous n'avons nullement l'intention d'en rester là, de baisser les bras après cet échec. Car l'enjeu c'est notre droit à la santé.

La lutte continue aussi sur le plan juridique. Car sur ce plan tout n'est pas terminé, la CFDT n'en restera pas là. Nous tiendrons les travailleurs informés. En effet, selon les régions et selon les tribunaux, on assiste à des jugements différents. Par exemple la Cour d'Appel de Douai, dans un jugement daté de Septembre 1976, condamne la direction de Stein Industrie (groupe CGE-Alsthom) à Roubaix pour utilisation des contrôles SECUREX. On peut lire dans les conclusions de ce jugement :

«...en définitive, il résulte des éléments de la cause que le contrôle médical tel qu'il a été décidé par la

Société Stein Industrie à l'égard de ses salariés : NOWARA, TONDEREAM et DEUWILLE, pouvait être considéré par ceux-ci comme illégal comme ayant été fait par l'intermédiaire d'une Société commerciale et comme ne respectant pas les règles essentielles du code de déontologie médicale...»

Le fonctionnement des prud'hommes

Les tribunaux des prud'hommes fonctionnent de manière paritaire : la moitié des conseillers prud'hommaux est élue par les salariés, l'autre moitié par les patrons.

Le jugement de notre affaire est passé devant la section Métaux de Paris qui comporte à chaque session 2 conseillers salariés et 2 patronaux.

Pour qu'un jugement soit rendu, il faut qu'une majorité se dégage (3 contre 1 au minimum).

Lorsqu'il y a partage de voix (2 contre 2), le jugement est repoussé et on fait appel à un juge départiteur pour trancher.

Les médecins-flics

Il y a un an, 2 ouvriers de l'Alsthom savoisienne en arrêt maladie refusaient d'accepter le contrôle «médical» patronal Sécurex que le patron avait envoyé chez eux.

Convoqués le lendemain à un contrôle de la Sécurité sociale, ils passèrent devant ce contrôle qui confirmait leur arrêt maladie.

Malgré tout, la direction de l'Alsthom savoisienne refusait de leur verser les indemnités complémentaires patronales prévues par les accords de mensualisation.

Face à cette attaque au droit à la santé des travailleurs, une pétition CFDT-CGT signée par plus de 630 travailleurs exigeait le paiement des indemnités complémentaires, réclamant l'arrêt des contrôles «médicaux» patronaux et le refus par les travailleurs de tout contrôle par des médecins-flics à la solde du patronat. Cette pétition était portée à la direction au cours d'un arrêt de travail. Mais la direction ne reculait pas pour autant.

Aussi les 2 camarades, soutenus par la CFDT, intentaient un procès aux prud'hommes contre la direction.



informations générales

A propos des pollutions nucléaires à Grenoble

UN FLEAU QU'IL FAUT COMBATTRE !

A Grenoble existe un important Centre Nucléaire (CENG), qui avec l'Institut-Langevin (ILL) groupe des réacteurs nucléaires non producteurs d'électricité et un certain nombre d'expériences et de travaux nucléaires.

La protection du site est assurée par un service de Protection et des Études de l'Environnement (SPEE) du CENG, qui supervise les services de protection (SPR) des diverses unités.

Il y a plus d'un an, une plainte fut déposée pour pollution de la nappe phréatique (le site est implanté sur la plaine alluviale au confluent de l'Isère et du Drac). Les experts viennent enfin d'en arriver à la conclusion que la radioactivité des eaux souterraines était multipliée par 8 à 14. D'où inculpation de Pas-

cal, directeur du CENG, Limongi, chef du SPEE et du chef du Service Central SPR.

La nappe phréatique sert particulièrement à l'irrigation des maraichages et alimente en «eau industrielle» le CENG.

Cela ne doit pas cacher d'autres faits qui expliquent que la réputation de manque de sérieux des responsables de protection du CENG soit légendaire.

Les personnels «affectés aux rayonnements ionisants» sont soumis à des contrôles médicaux réguliers. Mais la médecine du travail sur le site est lamentable : examens à l'embauche certes, mais les dépistages et la prévention sont mal assurés. Des cancers ont été détectés par des médecins extérieurs avec un retard inacceptable (leucémies...). Du coup, sur pressions syndicales, on recherche de nouveaux médecins du travail !

Ces personnels sont munis de films dosimètres pour mesurer les rayonnements reçus. A une époque, si on envoyait par conduit pneumatique son film près du cœur d'un réacteur, personne ne s'en apercevait. Or, si un homme était là, il serait mort en moins d'une seconde ! Les syndicats avaient

même mis en œuvre un système parallèle de surveillance (CFDT surtout).

Il s'est produit des incidents nucléaires, qui ont montré l'impéritie de la direction du Site. Dans ce cas, il existe une Force Légère de Sécurité (FLS) qui doit intervenir. Elle est insuffisamment formée. Ayant beaucoup de temps morts, un chef avait organisé la FLS de Saclay dans le montage de transistors pour une firme privée.

Par exemple, en été 74, s'est produit un des ces incidents : des isotopes radiocatifs ont pollué la «piscine» du réacteur de l'ILL. Ceux-ci devaient être transportés aux cuves du CENG. Or, au cours du transvasement, une citerne déborde et de l'eau polluée passa dans les égouts et sur du goudron. On fit venir des ouvriers, non surveillés nucléairement, pour enlever le dit goudron. Ensuite, le bruit couru, par la CFDT, que la station de mesure de Veurey, en aval sur l'Isère, avait détecté des isotopes radioactifs dans la rivière.

Pas d'information

A la suite de cela, la CHS se réunit, mais la direction se refusa à communiquer les résultats des mesures. La CFDT est bien vite informée par ses militants, mais il est dangereux pour leur emploi de témoigner. Il s'avère que le CENG a des cuves de capacité limitée et, comme la concentration des effluents coûte cher, on les dilue souvent dans le DRAC !

De même le stockage des déchets solides dans des fûts de béton qui se fissurent est dangereux.

Attitude de la CGT

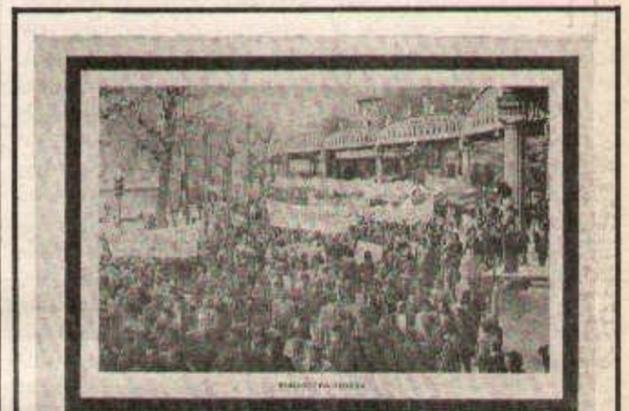
Pendant toute cette période, la CGT refusa de s'associer à la CFDT. Elle distribuait des tracts dénonçant la «campagne antinucléaire orchestrée par le pouvoir». En passant son temps à défendre le «potentiel du CEA» nationalisé, elle a peur, comme la bourgeoisie, de ceux qui dénoncent le développement anarchique du nucléaire. En défendant, dans le domaine nucléaire, le CEA nationalisé contre les firmes privées, elle montre son projet de capitalisme d'État. Or il s'avère que l'irresponsabilité en matière nucléaire est pratiquée autant dans le secteur nationalisé que privé.

La campagne de soutien à l'Humanité Rouge

Diffuser largement le calendrier

Développer la souscription de masse, c'est aussi, à l'approche de la fin de l'année, mettre l'accent sur la diffusion du calendrier : diffusion de masse, aux portes des usines, sur les marches etc. en liaison avec celle du quotidien, ou lors de nos réunions publiques, à nos tables de vente diffusion aussi, bien sûr, auprès de nos lecteurs occasionnels, sympathisants, camarades de travail qui réservent un très bon accueil à notre calendrier : en témoigne l'épuisement rapide de nos premiers tirages.

Passez vite vos commandes !



AVRIL

1977

Vendredi 1	Dimanche 17	Mercredi 23	Vendredi 29
Samedi 2	Lundi 18	Jeudi 24	Samedi 30
Dimanche 3	Mardi 19	Vendredi 25	Dimanche 31
Lundi 4	Mercredi 20	Samedi 26	
Mardi 5	Jeudi 21	Dimanche 27	
Mercredi 6	Vendredi 22	Lundi 28	
Jeudi 7	Samedi 23	Mardi 29	
Vendredi 8	Dimanche 24	Mercredi 30	
Samedi 9	Lundi 25	Jeudi 1er	
Dimanche 10	Mardi 26	Vendredi 2	
Lundi 11	Mercredi 27	Samedi 3	
Mardi 12	Jeudi 28	Dimanche 4	
Mercredi 13	Vendredi 29	Lundi 5	
Jeudi 14	Samedi 30	Mardi 6	
Vendredi 15		Mercredi 7	
Samedi 16		Jeudi 8	

Aix-en-Provence

Beaucoup de monde pour connaître l'Albanie socialiste

En effet, c'est près de 400 personnes de la région d'Aix-Marseille qui sont venues à la soirée organisée par l'Association des amitiés franco-albanaises, en présence de représentants de la République populaire d'Albanie.

Dès 20 heures, nombreux étaient ceux qui se pressaient autour de l'exposition montrant l'histoire et les réalisations de l'Albanie. On notait la présence d'une forte délégation des étudiants de République populaire de Chine d'Aix-en-Provence.

La soirée débutait par un montage diapositives, réalisé par des amis ayant effectué les voyages de cet été, retraçant leur itinéraire et différentes visites.

Ensuite un ami albanais nous parla des origines du peuple et de la langue albanaise.

Puis ce fut le débat avec les amis albanais, un débat riche et animé qui occupa

tout le reste de la soirée tant les questions étaient nombreuses et variées : le fonctionnement des usines, le contrôle ouvrier, l'armée populaire, l'émancipation des femmes, le problème de la religion, un groupe de lycéens souleva le problème des rapports enseignants-enseignants et des examens, la question de la réforme agraire dans les campagnes, de l'amitié avec la République populaire de Chine, etc.

La soirée se termina par la projection du film «La brigadière».

A la sortie du meeting, les discussions allaient bon train, tout le monde était content, nombreux sont ceux qui s'inscrivent pour des voyages l'été prochain.

Une soirée très réussie, merci encore à nos amis albanais qui ont bien voulu l'animer, et vive l'amitié franco-albanaise.

Des amis de l'Albanie socialiste.

Montpellier

«Encore une expulsion !»

Encore une expulsion dans notre ville !

Dans le quartier du Petit Bard, une expulsion a eu lieu début novembre.

Les faits : une concierge qui occupait un logement de fonction a été licenciée (licenciement en grande partie motivé par le fait qu'elle refusait de donner des renseignements sur les locataires à la police...) : elle perdait ainsi son emploi et son logement ! Seule avec 2 fils à l'armée et une petite fille, elle est sans ressources. Comment se loger dans ces conditions ? ! Alors bien sûr, après quelques temps les «messieurs» de la société du Petit Bard (les propriétaires) ont fait expulser cette «mauvaise payeuse» !

La famille se trouve à l'heure actuelle sans logement, hébergée par des amis ! A l'initiative de la CSCV-APF (*), avertie après l'expulsion, une action collective tente de se mettre en

place pour obtenir le relogement immédiat.

Qu'en penser ?

Une fois de plus, l'exemple est donné : on ne se soucie guère dans notre système des conditions de vie des travailleurs : s'ils peuvent payer les loyers et charges exorbitants, on les «succe». S'ils ne peuvent plus, on les jette ! Et ceci dans toutes les municipalités gérées par des gens de droite ou de la «gauche». Les expulsions, les saisies avec l'aggravation de nos conditions de vie (hausse des prix, chômage...) se multiplient. Soyons prêts à les empêcher par l'action de masse, par l'unité à la base des habitants.

Non à toute expulsion et à toute saisie. Ne restons pas isolés, l'action collective payera !

(*): CSCV : Confédération syndicale du cadre de vie.
APF : Association populaire familiale.

Parents d'élèves

Contre l'école des patrons

Beaucoup de parents en ont assez de l'école capitaliste : C'est ce que montre le compte rendu ci-dessous d'un meeting de la Fédération Connectu à Orléans.

L'école, c'est pour la bourgeoisie un moyen indispensable pour se tailler sur mesure les futurs cadres et les futurs exploités dont elle a besoin. Et comme la crise ébranle le système politique il lui faut tenir encore mieux en main la jeunesse, les futurs travailleurs. Aussi dès les premières années, dès la maternelle, elle s'efforce de briser tous ceux qui ne sont pas les siens, tous ceux qu'elle ne sélectionne pas pour lui servir d'encadrement des travailleurs.

Ce qui traduit le développement de la conscience des parents, c'est ce mot

d'ordre «Non à l'école des patrons !» que l'on retrouvait à ce meeting. Et puis il y a aussi la volonté de lutter.

Alors que certains pleurnichards s'inquiétaient de ce qu'on n'ait pas demandé aux partis de gauche de signer la motion finale, alors que pour certains dirigeants c'était déjà fini et qu'on allait demander à tout le monde de rentrer gentiment chez soi jusqu'à la prochaine convocation... et bien la salle, à l'initiative d'une femme se levait, sortait et partait en manifestation dans les rues d'Orléans sous une pluie battante jusqu'à la Préfecture.

re. Là les flics et leurs gros batons empêchaient les parents d'élèves d'aller plus loin.

Avec les parents d'élèves ce jour-là comme avec les étudiants au printemps dernier une chose est apparue : si l'on veut lutter contre l'école capitaliste, on est conduit à s'opposer au PC-PS...et aux flics. D'ailleurs l'école du Programme commun et celle de Giscard ça se ressemble beaucoup.

Des parents d'Orléans.

Amis lecteurs aidez-nous achetez toujours L'Humanité rouge dans le même kiosque



culturel

A la «Belle Epoque»

Un peintre au service de la classe ouvrière

STEINLEN

La bourgeoisie entretient tout un mythe sur le prétendu âge d'or qu'aurait été la «belle époque» (de 1900 à 1920). Belle époque pour quelle classe ? quand on connaît l'exploitation féroce que la bourgeoisie faisait subir à la classe ouvrière. «Belle Époque» que celle

mœurs pourris de la bourgeoisie dans la tradition de Daumier, il attaque dans ses dessins la Justice au service de la bourgeoisie, la collusion de la Justice et de la police pour mieux servir la bourgeoisie.

Un dessin représente un juge bouffi qui tient dans

peuple symbolisé par une femme avec un balai faisant irruption à la chambre des députés et chassant les zélus qui, surpris en train de s'amuser les uns avec des instruments de musique, les autres tenant des bouteilles de Champagne, d'autres enfin avec des gros sacs d'écus — tout ce monde se ruant vers la sortie à la vue du peuple —.

Dans l'illustration des «Chansons Rouges», Steinlen a campé avec vigueur la classe ouvrière. Ce ne sont pas les ouvriers caricaturaux qu'on trouve dans les dessins révisionnistes de la «Vie Ouvrière» ou de «l'Humanité Dimanche». Ce n'est pas la classe ouvrière battue et soumise que Steilen représente. Un terrassier avec sa pelle regarde le soleil se lever sur les usines. Oui, pour Steilen, la classe ouvrière portait en elle les germes de l'avenir. C'est elle qui doit balayer la bourgeoisie. Quand il dessine le paysan avec sa faux, l'ouvrier avec son tablier de cuir en tête d'une manifestation, ce sont de vrais travailleurs, il est évident que Steinlen a pris part aux luttes des travailleurs, qu'il est allé sur leurs lieux de travail pour les représenter de façon réaliste.

sa main la tête d'un décapité et qui lui dit : «prouvez l'erreur mon ami si je me suis trompé, je ne demande pas mieux que de le reconnaître».

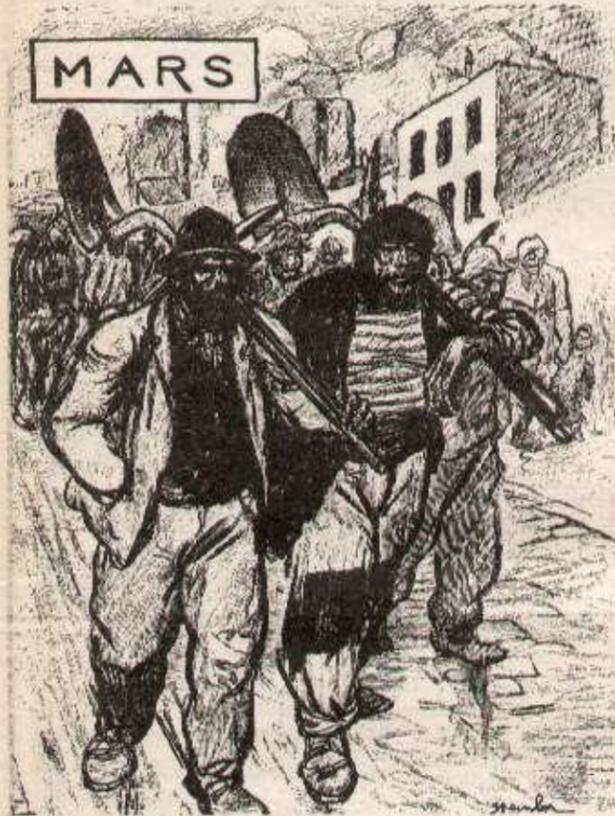
Dans un grand dessin au fusain, Steilen montre le

Dans ces «chansons Rouges», il met en scène les barricades. La classe ouvrière en lutte, c'est aussi les travailleurs d'un piquet de grève qui font face à la troupe. Mais contrairement à

toutes les photos ou illustrations des bourgeois ou des révisionnistes, la scène n'est pas vue du point de vue des flics, mais du point de vue des travailleurs qui sont déterminés à balayer la troupe.

Il avait ainsi illustré une grève de mineurs montrant les mineurs, leurs femmes et leurs enfants opposés aux soldats qui tentent de garder le carreau. Aucun aspect de la vie des travailleurs n'est étranger à Steilen, que ce soit les terrassiers partant au travail leur pelle sur l'épaule oubliant les échafaudages des maçons qui construisent un pont, ou bien des tranchées dans la rue ou des maisons. Des femmes et des enfants, c'est l'exode des familles de travailleurs qui doivent quitter le champs de bataille de la guerre inter-impérialiste.

Ce n'est pas les parasites improductifs et leur débauche que s'attache à décrire Steilen, mais ceux qui produisent les richesses, ceux qui luttent pour détruire l'État bourgeois et chasser les exploités et abolir l'exploitation de l'homme par l'homme. Voilà qui nous change des mièvreries de l'art abstrait des Dali, des Picasso et des Pignon. Le PCF fait silence sur les histoires des luttes de la classe ouvrière et sur ses traditions culturelles. Aussi profitez de l'occasion des fêtes pour offrir le livre de Steinlen «Cahier de l'Art Mineur» No 7 septembre 1976, prix 18 F.



de la boucherie inter-impérialiste de 1914-1918.

Cette période nous est dépeinte comme une période de plaisir et d'amusement. A l'appui de cette thèse on nous montre les peintures des impressionnistes (paysages ensoleillés, nus etc.) ou de Toulouse-Lautrec, spécialisé dans la peinture des cabarets et des lieux de débauche de la bourgeoisie à Montmartre.

Heureusement un peintre Steinlen a mis son crayon au service de la classe ouvrière. Récemment les éditions du «Cahier de l'Art Mineur» viennent d'éditionner un recueil de Steinlen. Au lieu de décrire avec complaisance (comme Bertolucci) les

AFFICHEZ L'H.R.



Vu par un lecteur

«Les soldats avec les travailleurs» un juste principe bafoué par les révisionnistes



La garde nationale avec le peuple de Paris pour la dictature du prolétariat et l'indépendance

Les mutins du 17 em avec les viticulteurs en lutte pour vivre de leur travail au pays.

Les renégats P«C»F-CGT avec les flics de Ponia.*

*Cf la Vie ouvrière-CGT, numéro spécial du 7/12/76, p.2

«les policiers aussi. Sous la banderolle de

la Fédération CGT de la police, on est optimiste : 5 adhésions à la CGT ont été réalisées dimanche parmi les policiers de

garde devant le «Parisien Libéré». Tous n'étaient pas d'accord avec l'intervention, loin de là...».

.Télévision.

Lundi, les années «Bonheur»

1936

vue par la bourgeoisie

La bourgeoisie essaie de nous présenter une période historique semblable à la période actuelle : luttes de la classe ouvrière, préparatifs de guerre mondiale.

Comment la bourgeoisie s'y prend-elle ? Il y a l'inévitable témoin qui est en l'occurrence un certain Gaston Bonheur connu pour fréquenter les couloirs de la radio et de la télé, qui s'est rendu célèbre pour sa collaboration zélée avec Pétain.

La recette : un témoin et des documentaires d'époque. Un témoin ça peut oublier, ça peut se tromper. Mais des documentaires ça ne peut pas mentir. On nous montre d'abord le rassemblement de la paix à St-Cloud pour le 14 juillet 1936. Avec le discours du traître Blum. Le tout est commenté par Gaston Bonheur comme une messe pour conjurer la guerre.

Des grandes luttes de la classe ouvrière, il n'en est pas dit mot. Au lieu d'occupations d'usines, nous voyons des gens se presser pour acclamer Blum et tenter dans une grande cérémonie de conjurer magiquement le danger de guerre.

Les grandes réalisations cinématographiques qui retraçaient la lutte des travailleurs sont présentées comme manichéistes et simplistes. Là où l'émission prend un tour ouvertement fasciste

et réactionnaire c'est à propos de l'Espagne. Là, le commentateur et le témoin ne peuvent retenir leur admiration devant le fasciste Franco présenté comme le libérateur de Tolède. De même les soldats fascistes retranchés dans l'Alcazar sont présentés comme de valeureux croisés qui résistent avec une abnégation hors de pair.

La lutte antifasciste des peuples d'Espagne est montrée comme une querelle de passionnés au tempérament fougueux. Pour Bonheur, ce n'est pas la montée du fascisme et la lutte antifasciste des peuples du monde qui caractérisent cette époque, c'est la passion. Ce ne sont pas les peuples qui font l'histoire. Films à l'appui, on nous parle du grand roman d'amour qui «a passionné tous les peuples d'Europe» : le divorce d'Edouard VIII et sa démission du trône d'Angleterre pour épouser une roturière. La bourgeoisie essaie de falsifier l'histoire de la lutte des classes pour faire en sorte que les travailleurs oublient leurs grandes luttes, leurs grandes victoires, de peur qu'ils n'aient envie de recommencer, de peur qu'ils détruisent son système d'exploitation.

Mais les travailleurs n'ont pas la mémoire courte ; ils se souviennent des Fabien, des Marty, de tous les combattants des Brigades internationales, des Monmousseaux, de tous les grands dirigeants communistes qui ont pris la tête des luttes de 1936.

Si la bourgeoisie est amenée à falsifier ainsi l'histoire c'est qu'elle sent que son pouvoir vacille, c'est qu'elle se sent de plus en plus démasquée par les luttes des travailleurs.

Guide des films anti-impérialistes

Par Guy Hennebelle



• 300 films répertoriés
• 150 films analysés
• une foule d'adresses

18 F

E-100

Editions du Centenaire
24, rue Philippe-de-Girard
75010-Paris Tel. : 202 87 05

L'Humanité Rouge

LE COMECON, INSTRUMENT DE PILLAGE ET D'OPPRESSION (2)

Pour comprendre la forme de domination que fait peser l'URSS sur les pays de l'Europe de l'Est, nous continuons aujourd'hui l'analyse des rapports de l'URSS avec les pays du Comecon.

Outre les nombreux traités commerciaux bilatéraux de l'URSS avec les pays de l'Est, (mais aussi avec la Finlande et le tiers monde) qui «officialisent» les échanges inégaux, l'URSS dispose de moyens puissants d'assujettissement de l'économie des pays de l'Est et de contrôle de leurs échanges commerciaux.

— Organismes supranationaux dans le cadre du CAEM (ou Comecon sous son sigle anglais) c'est à dire essentiellement le Comité exécutif du CAEM dont le siège est à Moscou et les organismes du CAEM pouvant exister par secteur.

— Banques internationales dont les deux principales sont :

La BII (banque internationale d'investissement) dont le capital est contrôlé à près de 50 % par l'URSS, à laquelle les pays du Comecon prêtent des fonds qui sont utilisés pour le financement de projets «d'intérêts communs». Par le contrôle total de cette banque l'URSS peut soit contraindre des pays à lui prêter des capitaux pour des investissements sur son territoire qui resteront la propriété de l'Etat soviétique, soit investir ses capitaux dans des filiales à l'étranger.

La BICE (banque internationale de coopération économique) par laquelle passe tous les règlements des échanges commerciaux au sein du Comecon. C'est pour l'URSS un instrument d'ingérence dans le commerce extérieur des pays du Comecon et de contrôle de leurs échanges.

Les mécanismes du contrôle de l'URSS sur les pays du Comecon

Des regroupements industriels bilatéraux comme l'Association «ASSOP-HPTO» qui regroupe l'industrie photochimique d'URSS et le combinat de Wolfen en RDA (le total représentant 95 % des fournitures du CAEM pour les films, pellicules, bandes magnétiques).

L'Association est gérée par un conseil «paritaire» dont le siège est bien sûr... à Moscou.

Des organisations et entreprises internationales dans le cadre des organismes du CAEM, comme «Agromesh», «Intermétal», «Interatominstrument» qui sous leur masque «communautaire» cachent des filiales des principales sociétés conjointes soviétiques : leur capital est essentiellement soviétique, elles ont leur siège à Moscou et sont dirigées par de hauts fonctionnaires soviétiques.

Le rôle particulier de la BICE

Les échanges entre deux pays du CAEM se payent obligatoirement en roubles — transférables par l'intermédiaire de la BICE. Mais le rouble-transférable n'est convertible ni en devise étrangère ni en monnaie du pays, c'est à dire que les pays du CAEM si leur balance commerciale est bénéficiaire ne peuvent utiliser le bénéfice ni pour des investissements sur leur propre territoire ni pour des échanges avec des pays ne faisant pas partie du CAEM.

La seule possibilité pour eux est alors soit d'augmenter leurs importations en provenance d'URSS (ce que celle-ci peut leur refuser) soit de prêter leurs fonds à la banque d'investissement (BII) dont le capital est contrôlé par l'URSS.

On voit ainsi comment l'URSS peut contrôler les échanges commerciaux des pays du CAEM non seulement avec elle mais encore entre eux ou avec des pays ne faisant pas partie du CAEM, et se faire prêter par eux des capitaux à bas prix.

Ainsi en 1973, la balance commerciale de l'URSS avec les autres pays du CAEM était largement déficitaire. Par les mécanismes de fonctionnement de la BICE, l'URSS a fait financer le déficit par les autres pays. De même, la balance de l'URSS pour le commerce avec

est pour l'URSS une source de profits : on constate par exemple que le cours des denrées alimentaires dont l'URSS est le principale importateur est nettement inférieur au cours du marché mondial (de plus de 19 % selon un journal hongrois qui protestait contre l'exploitation ainsi faite sur le dos de son pays).

Par contre, les centrales nucléaires vendues par l'URSS le sont à quatre fois le prix du marché mondial, de même le prix du gaz soviétique (qui constitue le seul fournisseur en gaz des pays du CAEM) est supérieur au prix du marché mondial. Quant au pétrole, l'URSS réaligne périodiquement son prix sur celui du marché mondial.

Exportation des capitaux soviétiques

Comme tout impérialisme, l'URSS ne se contente pas d'échanges inégaux (aspect commerçant) pour piller les pays



Les deux poches du social-impérialisme soviétique (caricature albanaise).

les pays capitalistes d'Europe est pour l'essentiel responsable du déficit du commerce CAEM-CEE, ce qui revient à limiter les possibilités de commerce entre les pays du Marché commun et les pays du Comecon.

Ainsi on peut voir la part prépondérante que prend l'URSS dans le commerce extérieur des pays du CAEM.

PAYS	Part des échanges avec l'URSS dans leur commerce extérieur
Mongolie	80 %
Bulgarie	50 %
RDA	40 %
Pologne	30 %
Hongrie	..
Tchécoslovaquie	..

Les prix au sein du CAEM

Les cours des denrées pour les échanges au sein du CAEM ne sont pas les cours mondiaux mais sont fixés par les organismes du CAEM (Comité exécutif). Ceci

qu'il domine mais utilise également la rentabilité de ses capitaux en les exportant et en faisant ainsi de la plus-value sur le dos des travailleurs des pays du Comecon (aspect financier).

Ceci se manifeste de 2 façons :

— d'une part par l'exportation de capitaux : par exemple en 71, la somme des capitaux soviétiques investis en Bulgarie dépassait 2 100 millions de roubles.

— d'autre part, en contraignant des travailleurs de pays du CAEM à venir travailler en URSS. Ainsi, par exemple, l'URSS a-t-elle mis comme condition à la livraison de gaz naturel et de cellulose à la Bulgarie la participation de travailleurs bulgares à la construction des unités de production correspondantes, forçant ainsi plus de 50 000 travailleurs bulgares à devenir ces superexploités que sont les travailleurs immigrés. De même, des ouvriers bulgares et polonais travaillent à la mise en valeur de la Sibérie (on touche là à une forme particulière du chômage dans les pays de l'Est qu'est la migration forcée des travailleurs, celle-ci se pratiquant entre les pays mais également au sein de l'URSS elle-même, où il y a un fort exode rural et des déplacements importants de population pour trouver un emploi).

La théorie de la «spécialisation» et de l'«intégration économique intensive»

Pour justifier leur pillage et leur main mise sur l'économie des pays du CAEM les nouveaux tsars de Moscou mettent en avant la théorie de la «spécialisation et de l'intégration économique» basée sur la «division internationale socialiste du travail». Cette théorie peut se résumer brièvement ainsi : «L'ensemble des pays du Comecon sont des pays socialistes qui doivent aller dans le sens d'une intégration supranationale de leurs économies par la concertation dans l'établissement des plans, chaque pays n'assurant plus l'ensemble des productions dont il a besoin mais produisant pour tous les denrées pour lesquelles il est le mieux placé pour produire à bas prix».

Pour cela, les sociaux-impérialistes prévoient un «Programme complexe d'intégration économique» dont la mise en place a commencé en 1971 et doit s'étendre sur 15 à 20 ans.

Cette théorie n'est en fait qu'une nouvelle mouture de la division internationale du travail entre colonie et métropole impérialiste qui cantonne la colonie dans les productions dont la métropole a besoin et maintient sa dépendance économique.

Quelques exemples de conséquences de ce «Programme d'intégration»

Il est prévu dans le cadre de ce programme la construction du combinat cellulosique de Oust-Illm (effectivement commencée en 75) du combinat minier de Kiembraiev, du complexe gazier d'Orenbourg, ainsi que la construction entièrement communautaire (c'est-à-dire financée par tous les pays) d'un gazoduc de 2 800 km entièrement en territoire soviétique. Ceci a pour but, d'après le rapport de N K Baibakov, président du Gosplan en URSS de diminuer la dépendance des «pays frères» en matières premières combustibles et c'est ainsi qu'il justifie la participation financière et en hommes de ces pays. Or que montre la réalité ?

L'URSS oblige des pays à financer en capitaux et en hommes des installations en territoire soviétique, qui après leur construction resteront la propriété de l'Etat soviétique. De plus, le remboursement de la participation aux travaux se faisant en livraison de gaz, cela oblige les pays participant à s'approvisionner en gaz soviétique s'ils veulent récupérer le prix de leurs investissements.

De plus, le système de remboursement par livraison de produit, s'il accroît la dépendance des pays du CAEM vis-à-vis de l'URSS, est également pour elle un moyen de leur voler de l'argent : ainsi les crédits tchécoslovaques engagés de 74 à 78 pour la construction d'un complexe d'enrichissement d'amiante en territoire soviétique ne seront remboursés à celle-ci sous forme de livraison d'amiante qui une fois qu'il aura été constaté pendant un certain temps que le complexe tourne à plein rendement. Pratiquement, cela veut dire que ces crédits engagés de 74 à 78 seront remboursés à partir de 1980 et sur période 3 fois plus longue.

(A suivre)